

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)

Le pouvoir adjudicateur : Commune de PUGET-THENIERS

**Mairie
Place Adolphe Conil
06260 PUGET-THENIERS**










**Mission CT relative à l'extension du réseau de chaleur et renouvellement de la
chaudière bois**

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique
et du CCAG Prestations intellectuelles**





SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS
2. OBJET DU CONTRAT
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE
8. LITIGE ET SANCTIONS
9. FIN DU CONTRAT

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Mission de CT relative à l'extension du réseau de chaleur et renouvellement de la chaudière bois.
 Acheteur	Commune de PUGET-THENIERS
 Type de contrat	Marché ordinaire de services
 Allotissement	Lot unique
 Lieu d'exécution	Commune de Puget-Theniers
 Durée du marché	Article E de l'acte d'engagement et ses annexes 1 et 2
 Reconduction	Non
 Pénalités de retard	25 € par jour de retard
 Nature des prix	Prix forfaitaires

1.DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que maitre d'ouvrage. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1 Description des prestations

■ **Objet de la prestation :**

Mission Contrôleur technique relative à l'extension du réseau de chaleur et renouvellement de la chaudière bois

Le présent marché a pour objet de fixer le cadre de l'intervention du contrôleur technique conformément aux dispositions de l'article L.111-23 du Code de la Construction et de l'Habitation et portant sur les missions définies à l'article « Contenu des missions du contrôleur technique » pour les travaux désignés ci-après.

■ **Contraintes :**

Les règles parasismiques applicables seront celles d'un bâtiment situé en zone 4

■ **Développement durable :**

L'ensemble du projet devra intégrer les différents paramètres du développement durable dans une démarche globale de conception.

■ **Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- le cadre du mémoire technique ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- le règlement sanitaire départemental type, ou à défaut le règlement sanitaire départemental type en application des circulaires du 09/08/1978 et du 26/04/1982 du ministère de la Santé dans leur version en vigueur ou par les textes les remplaçant.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « Mois zéro » (Mo). Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le titulaire étant censé les connaître.

2.2 Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur la Commune représentée par son Maire en exercice qui assure **la maîtrise d'ouvrage**.

Adresse et coordonnées :

Le nom de la personne référente à contacter sera communiqué à la notification du marché.

■ **Conduite d'opération**

La conduite d'opération est assurée par la maîtrise d'ouvrage et l'agence départementale d'ingénierie des Alpes Maritimes (assistant à maîtrise d'ouvrage).

■ **Coordinateur CSPS**

Le coordinateur est en cours de désignation.

Les remarques formulées au cours du chantier par le CSPS doivent être observées et ne peuvent faire l'objet d'une majoration des coûts.

■ **Mission OPC**

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) est assurée par le maître d'œuvre.

■ **Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par

CET BATIMENT ET ENERGIE

29 Allée des Genêts – PA Val de Durance

04200 Sisteron

■ **Représentation des parties**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des

pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat**

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La consultation donnera lieu à un **marché** dont la forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

■ **Nature de la prestation**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée du contrat**

La durée du contrat est fixée à **l'article E de l'acte d'engagement**.

■ **Délais d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est fixé à **l'article E de l'acte d'engagement et annexes 1 et 2**.

■ **Délais de remise des documents**

Le délai de remise des documents est fixé à **l'article E de l'acte d'engagement et annexes 1 et 2**.

A la notification le CT remet un RICT dans les meilleurs délais ;

Le RVRAT dans un délai maximum de 15 jour(s) à l'issue de la mission ;

Le contrôleur doit remettre maximum 3 exemplaires(s) en version papier et une version dématérialisée pour chacun des documents évoqués ci-dessus.

Les avis sur fiches et documents techniques sur sollicitation du MOE sous 15 jours.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1 Prix du contrat

■ **Nature des prix**

Les prix de la consultation sont traités à prix global et forfaitaire.

■ **Variation des prix**

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

■ **Contenu des prix**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix prennent en compte toutes les mesures nécessaires - qu'il s'agisse des modalités d'exécution (distanciation, désinfection, transport des personnels) et ou des équipements (masques, gel ou lotion hydroalcoolique, outils individuels, gants) pour garantir les conditions sanitaires vis-à-vis de l'épidémie Covid-19.

■ **TVA**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

■ **Rémunération du contrôleur technique**

La rémunération du contrôleur technique tient compte :

- du temps passé pour accomplir la mission ;
- des frais de déplacement et de transport ;
- des frais de secrétariat (édition, duplication, tirage et envoi de documents) ;
- d'un nombre forfaitaire de vacations, pendant la période de garantie de parfait achèvement, mentionné dans l'acte d'engagement.

Au cours de la période de garantie de parfait achèvement, les prestations supplémentaires du contrôleur technique, demandées par le maître d'ouvrage, sont rémunérées selon des prix de vacations journalières, indiqués en annexe à l'acte d'engagement.

Ceux-ci comprennent la rémunération du contrôleur, les frais de fonctionnement liés à sa mission et ses frais de déplacement.

5.2 Conditions de paiement

■ Paiement des membres du groupement

En application de l'article 12.1.2 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chacune de ses demandes de paiement la répartition des paiements pour chaque cotraitant, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat fixé dans l'offre.

■ Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
 - le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
 - les dates de réalisation des prestations ;
 - le numéro du contrat ;
 - la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
 - le taux de TVA applicable ;
 - la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
 - les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/> en spécifiant le numéro SIRET de la collectivité et le code service selon la liste en annexe du présent document.

Pour en savoir plus : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

■ Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

Lorsque le délai d'exécution des prestations excède le délai d'un mois, les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du contrat depuis le début de celui-ci.

■ Régime des paiements

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

■ Adresse de remise des demandes de paiement

Par envoi dématérialisé via le portail Chorus Pro :

Comme l'État s'y astreint depuis 2012, les collectivités locales et les établissements publics sont prêts à recevoir, depuis le 1er janvier 2017, les factures électroniques produites par leurs fournisseurs.

La dématérialisation des factures était jusque-là inscrite dans une obligation progressive au sein du secteur public, comme dans de nombreux pays européens. Depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises doivent désormais adresser leurs factures au secteur public sous forme électronique.

Le titulaire est donc invité à utiliser Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr/> en spécifiant le numéro SIRET de la collectivité et le code service selon la liste en annexe du présent document.

Pour en savoir plus : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

■ Comptable assignataire des paiements

Monsieur le Payeur

Centre de gestion comptable de Plan du Var

Téléphone : 04 89 14 24 56

Courriel : sgc.plan-du-var@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet : <http://www.impots.gouv.fr>

■ Délai de paiement

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :
$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6 RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1 Conditions de réalisation des prestations

■ Responsabilité du contrôleur technique

Le contrôle intervient dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 et la norme NF P 03-100. La mission du contrôleur technique comporte les 5 phases suivantes :

- phase 1 : examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique ;
- phase 2 : examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants ;
- phase 3 : examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants ;
- phase 4 : établissement du rapport final de contrôle technique avant réception ;
- phase 5 : examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les actes techniques correspondant à chacune de ces phases sont mentionnés à l'annexe B du décret n°99-443 du 28 mai 1999.

En outre, les conditions suivantes sont appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au maître d'ouvrage ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet. Dans ce but, il doit notamment signaler au maître d'ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet.

Le maître d'ouvrage prend les dispositions nécessaires pour :

- informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et d'une manière générale tous les intervenants à la construction de l'existence du présent contrat ;
- donner au contrôleur technique copie du permis de construire.

■ Missions du contrôleur technique

Le contrôleur intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Pendant cette période, les interventions du contrôleur technique sont demandées par le maître d'ouvrage.

■ Mission de base L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables :

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.

La mission L porte notamment sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- les ouvrages de fondation ;
- les ouvrages d'ossature ;
- les ouvrages de clos et de couvert ;
- pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

■ Mission Av relative à la stabilité des avoisinants :

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (reprise en sous-œuvre et voiles périphériques), sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants.

Le maître de l'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux avoisinants, tels que résultats des études de diagnostic, résultats des reconnaissances de sols, plans de carrière, constats d'état des lieux, ainsi que les documents techniques décrivant le processus d'exécution des travaux soumis au contrôle.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'état apparent des avoisinants accessibles.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des avoisinants accessibles.

■ **Mission de base S portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions :**

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission S, sont ceux qui, générateur d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

La mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipement faisant partie des marchés de la construction communiqués au Contrôleur technique et visés au point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination, telle que définie au permis de construire.

Relèvent ainsi de la mission du contrôleur technique :

- les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage naturel ;
- les installations électriques (courants forts) ;
- les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique ;
- les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- les conduits de fumée ;
- les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- les nacelles suspendues d'entretien des façades ;
- les portes automatiques ;
- les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz ;
- les installations de fluides médicaux ;
- les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants ;
- les notices de sécurité dans le cadre du permis de construire (PC) ;
- les garde-corps et fenêtre basses.

■ **Mission Sh** découle de la mission S, relative à la sécurité des personnes dans les constructions.

En effet, la mission SH concerne aussi la sécurité des personnes, mais elle est spécifique aux bâtiments d'habitation. Le rôle du contrôleur technique lors de la mission SH est de contribuer à la prévention des aléas techniques, qui découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires. Ces dernières sont relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées

■ **Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie :**

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments, les systèmes de chauffage, climatisation, production d'eau chaude sanitaire et la ventilation, étant précisé que leur examen est effectué exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer :

- les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes ainsi que les notes de calcul des coefficients réglementaires et les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage et la régulation ;
- les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité thermique des éléments particuliers de la construction ;
- les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par les entreprises avant réception sur l'installation de ventilation mécanique.

■ **Mission Pv relative au récolement des procès-verbaux des essais et vérifications d'autocontrôle** que doivent effectuer les entreprises sur les installations qui sont définies par le domaine d'intervention.

La mission PV du contrôle technique comporte les prestations suivantes :

- L'analyse des documents de consultation des entreprises,
- Le récolement des procès-verbaux d'essais et vérifications d'auto-contrôle effectuées sur les installations par les entreprises,
- Un avis sur les résultats des procès-verbaux en question

■ Les phases d'intervention du contrôleur technique

Le contrôle technique peut s'exercer, suivant la nature de la mission et le choix du maître de l'ouvrage, pendant l'une ou plusieurs des phases suivantes : Phases conception et réalisation selon les modalités décrites ci-après.

■ Phase conception

Le contrôleur technique procède avant signature des marchés de travaux :

- à l'examen des dispositions techniques du dossier d'avant-projet sommaire (A.P.S.),
- à l'examen des dispositions techniques des devis descriptifs, plans et autres documents se rapportant aux ouvrages soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises (APD et DCE),
- à l'examen des modifications apportées au dossier d'appel d'offres (DCE) et retenues par le Maître de l'Ouvrage, notamment quant à la prise en compte de ses observations.

A la fin de chaque étape de cette première phase de mission, le Contrôleur Technique adresse au Maître de l'Ouvrage un rapport résumant ses avis sur les documents examinés pour l'ensemble des missions précisées sur l'acte d'engagement et le cahier des clauses particulières, y compris, le cas échéant, un rapport complémentaire relatif au DCE finalisé.

Le **RICT** clôture cette phase de la mission.

■ Phase réalisation

Le Contrôleur Technique procède à l'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs visés à l'article 1792-1° du Code Civil.

Dans ce but, le Contrôleur Technique :

- examine les plans et autres documents techniques d'exécution des ouvrages et éléments d'équipement réalisés dans le cadre des marchés de travaux soumis au contrôle et formule les avis correspondants. Dans cette phase d'examen, le Contrôleur Technique participe en tant que de besoin aux réunions de mises au point techniques,
- s'assure que les constructeurs font appel, aussi souvent que possible, à des méthodes objectives fondées sur l'expérimentation et les mesures,
- prend connaissance des documents, notamment des procès-verbaux d'essais, établis par les constructeurs ou par des tiers,
- apprécie les résultats et conclusions portés sur ces documents,
- examine les travaux en cours de réalisation ainsi que les éléments d'équipement soumis au contrôle et formule les avis correspondants.

Sauf dispositions réglementaires contraires, ces interventions s'exercent par sondages et ne comportent donc pas d'investigations systématiques. Si le Contrôleur Technique n'est donc pas tenu d'assister systématiquement aux réunions périodiques de chantier, sa présence sera cependant effective si les procès-verbaux de chantier le demandent à certaines phases de travaux. Au minimum, le Contrôleur Technique assistera 2 fois par mois aux réunions de chantier (1 heure environ).

La mission ne comprend pas la réalisation d'enquêtes sur des matériaux ou procédés de techniques non courantes.

A la fin de cette deuxième phase de mission, et avant de signer les procès-verbaux de réception, le Maître de l'Ouvrage recueille l'avis du Contrôleur Technique, qui établit alors un ou plusieurs rapports finals récapitulatifs résumant ses avis. Le Contrôleur Technique établira également de l'attestation prévue à l'article L111-7-4 du code de la construction et de l'habitation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables, compte tenu, le cas échéant, des dérogations accordées.

Le contrôleur établit le rapport de vérification après travaux (**RVAT**).

Il devra également fournir toutes les attestations réglementaires (code de l'urbanisme, ...) à joindre par le maître d'ouvrage à la déclaration d'achèvement des travaux.

Les interventions du Contrôleur Technique peuvent se poursuivre, pendant le délai annuel de parfait achèvement, pour le contrôle des travaux destinés à lever les réserves mentionnées au procès-verbal de réception et notamment celles qu'il a émises à ce stade, et ceux destinés à réparer les désordres révélés durant cette période (à l'exclusion de ceux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure ou de l'usage, normaux ou anormaux). Un ou plusieurs rapports complémentaires sont alors établis par le Contrôleur Technique.

Le Contrôleur Technique pourra adresser directement aux intervenants intéressés, un exemplaire de ses avis et rapports, sauf décision contraire du Maître d'Ouvrage, en début de chantier.

■ Conditions d'exécution du contrôle

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 et la norme NF P 03-100.

Les actes techniques correspondant à chacune de ces phases sont mentionnés à l'annexe B du décret n°99-443 du 28 mai 1999.

En outre, les conditions suivantes seront appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaire à son intervention, il est tenu de le signaler au maître d'ouvrage ;
 - la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au maître d'ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaires ;
 - les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
 - le maître d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour :
 - * informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
 - * donner au contrôleur technique copie du permis de construire.
- Le contrôleur technique doit remettre ses avis ou rapports dans un délai de 15 jours maximum après la remise des documents pour les avis sur APS, APD, PRO et DCE. En cas d'urgence ou de problème important les avis ou observations seront donnés dans les 24 heures.

■ Arrêt de l'exécution des interventions

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, seul le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de d'une partie technique, volet, élément de mission ou phase, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations (annexe 4 de l'acte d'engagement). La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

■ Clauses techniques

Responsabilité du contrôleur technique

La responsabilité du contrôleur technique est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens. Elle fait l'objet, dans les limites de la mission confiée et pour les ouvrages et équipements visés aux articles 1792, 1792-1 et 1792-2 du code civil, de la présomption édictée par l'article L111-24 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Exercice de la mission – Obligations du contrôleur

Le contrôleur technique propose les moyens nécessaires à l'accomplissement des actes techniques et des actes d'information correspondant à la mission demandée par le maître de l'ouvrage. Ces moyens sont précisés dans l'offre technique et financière du candidat. Ils comportent au minimum une décomposition du temps prévisionnel d'intervention et du prix global en fonction des phases de mission et des qualifications des personnels techniques, conformément à l'annexe C de la norme NFP 03-100 plus récente.

La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires. Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet.

Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler immédiatement au pouvoir adjudicateur.

■ Exercice de la mission – Obligations du maître de l'ouvrage

Le Maître d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour :

- informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
- transmettre au contrôleur technique les éléments d'information relatifs à l'ouvrage et l'informer en temps utile des dispositions techniques envisagées ainsi que de leurs modifications éventuelles ;
- donner au contrôleur technique copie du permis de construire, s'il y a lieu ;
- informer le contrôleur technique des suites données à ses avis.

6.2 Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification de l'étude

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur public sur les livraisons réalisées au titre du contrat.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour

procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

6.3 Développement durable

■ Clause environnementale

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes : La livraison du matériel doit être réalisée en privilégiant des moyens de transport respectueux de l'environnement et en suivant un trajet optimisé afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre (Éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé de marchandises, ...).

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4 Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat

Le contrat peut être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique par une ou des modifications qui, quel que soit leurs montants, doivent être rédigées de façon claire, précise et sans équivoque, notamment afin de prévoir des indexations de prix, en cas de modification de protocoles de communication ou d'autres modifications technologiques ou dans le cas d'adaptations rendues nécessaires par des difficultés techniques apparues pendant l'utilisation ou l'entretien ou par l'évolution des besoins afin d'assurer le cas échéant, la continuité d'un service public.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Est visé expressément le cas d'une évolution majeure des prix n'ayant pu être anticipée au moment de la conclusion du marché, liée au risque élevé de pénurie de matières premières induit par la crise sanitaire du Covid 19 et la guerre en Ukraine, de nature à entraîner un bouleversement de l'économie du contrat malgré l'application de la formule de révision des prix prévue au marché.

En conséquence, si la clause de révision des prix telle que prévue au présent CCP ne permet pas dans une telle circonstance de maintenir l'économie générale du contrat, les parties au contrat peuvent convenir de la faire évoluer.

Les modifications pouvant être apportées portent sur la périodicité de la révision, la pondération des indices et la nature des indices. En revanche, la détermination de la part fixe et de la part variable ne saurait être modifiée.

L'initiative de la demande appartient au titulaire du marché qui devra produire tous les justificatifs nécessaires à son instruction pour démontrer l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au marché dans leur niveau de qualité ou de prix.

Cette demande pourra être introduite dès lors qu'un delta supérieur à 15% est constaté entre les prix révisés et les prix facturés au titulaire par son fournisseur.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution du marché. Il est entendu que ladite clause n'implique pas un droit à révision du marché.

En cas de désaccord entre les parties, la résiliation du contrat pourra être prononcée par l'acheteur pour motif d'intérêt général, selon les conditions du CCP.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 27 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Plafonnement des pénalités pour retard**

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du contrat ou de la prestation concernée.

7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Obligations courantes du titulaire

■ **Devoir d'information et de conseil**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. À ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- À son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Moyens mis à disposition par le titulaire**

Le titulaire est engagé par les moyens matériels et humains qu'il décrit dans son offre durant toute la durée d'exécution du contrat. Si un membre de l'équipe en charge de l'exécution du contrat dont le CV a été remis dans l'offre n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire doit en informer l'acheteur. L'équivalence des niveaux de qualifications, d'expérience et de savoir-faire proposé dans l'offre du titulaire doit être garantie durant toute la durée du contrat.

■ **Obligation de vigilance**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 modifié, fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats des marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un numéro unique d'identification (SIREN) selon le décret n°2021-631 du 21 mai 2021 ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des

sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Protection de la main-d'œuvre**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. À ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration

s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

La sous-traitance est possible en cours de marché.

Obligations liées à la sécurité

■ Mesures de sécurité relatives au lieu d'exécution

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

8 LITIGE ET SANCTIONS

Pénalités

PÉNALITÉ	FAIT GÉNÉRATEUR ET MODE DE CALCUL
Pénalité pour retard	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 25,00 € par jour calendaire de retard.

Autres stipulations

■ Pénalités pour retard - observations préalables à l'application

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Seuil d'exonération des pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ Tribunal compétent

Voies et délais de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Nice 18, avenue des Fleurs
CS 61039,
06050 Nice cedex 1 FRANCE.
Tél. +33 489978600.
Télécopie : +33 493557831
E-mail : greffe.ta-nice@juradm.fr.
Adresse internet : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Nice 18, avenue des Fleurs
CS 61039,
06050 Nice cedex 1 FRANCE.
Tél. +33 489978600.
Télécopie : +33 493557831
E-mail : greffe.ta-nice@juradm.fr.
Adresse internet : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>.
En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

9 FIN DU CONTRAT

■ **Arrêt de l'étude**

En application de l'article 22 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent contrat à l'issue de chacune des phases techniques.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. À cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Utilisation des résultats de l'étude**

Conformément à l'article 35.2.1 du CCAG Prestations intellectuelles, les résultats obtenus dans le cadre de l'étude font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur. Le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins y compris à des fins commerciales.

Toutefois une cession à titre exclusif est appliquée aux aspects de l'étude qui portent sur l'identité de l'acheteur, la promotion de ses missions de services publics et sur des données confidentielles.

■ **Moyens mis à disposition**

Dans le cadre de la réalisation des prestations du contrat, l'acheteur met en œuvre les prestations suivantes : mise à disposition d'une salle de réunion et d'un bureau à proximité du chantier.

■ **Garantie**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

■ **Régime de la garantie**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 7 jours pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative ci-dessous s'applique néanmoins.

Liste des dérogations au CCAG Prestations intellectuelles :

La rubrique Pièces contractuelles de l'article 2.1 déroge à l'article 4.1 des CCAG PI

La rubrique Arrêt de l'exécution des interventions de l'article 6.1 déroge à l'article 22 des CCAG PI

La rubrique Pénalités à l'article 8.1 pénalités déroge à l'article 14.1 des CCAG PI

La rubrique Pénalités pour retard – observations préalables à l'application de l'article 8.2 déroge à l'article 14.1.1 des CCAG PI

La rubrique Pénalités pour retard – plafonnement des montants de l'article 8.2 déroge à l'article 14.1.2 des CCAG PI

La rubrique Pénalités pour retard – seuil d'exonération de l'article 8.2 déroge à l'article 14.1.3 des CCAG PI

La rubrique Seuil d'exonération des pénalités pour retard de l'article 8.2 déroge à l'article 14.1.3 des CCAG PI

La rubrique Régime de la garantie de l'article 9 déroge à l'article 1.2 des CCAG PI



Documents et liens utiles :

ANNEXE - OBLIGATIONS LIÉES À LA PROTECTION DES DONNÉES

■ Obligation de confidentialité

L'article 4 du Règlement général sur la protection des données désigne par « sous-traitant », la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement.

Considérant d'une part, qu'un titulaire de marché peut être amené à intervenir sur des données réelles lors des opérations de maintenance et d'autre part, la CNIL considère un titulaire de marché comme « sous-traitant » pour les opérations de maintenance, les présentes clauses relatives à la protection des données dans le cadre des « opérations de maintenance » ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le « sous-traitant » (appelé « *titulaire* » au sens du présent contrat) s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Les supports informatiques et documents fournis par la commune au titulaire pour l'exécution du marché restent la propriété de la commune. Les informations contenues dans ces supports et documents sont couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Il en est de même, notamment, des informations relatives aux moyens à mettre en œuvre pour l'exécution du marché et au fonctionnement des services de la commune.

Le titulaire est par conséquent tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Le titulaire s'engage, en particulier, à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation, la disponibilité et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

À ce titre, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession du contrat sans l'accord écrit et préalable de la commune, conformément à l'article R.2193-4 du Code de la commande publique.

Le cas échéant, le titulaire informe ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du présent marché. Il s'assure du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En fin de contrat, et conformément à la durée légale de conservation des documents, le cocontractant s'engage :

- soit à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- soit à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution du marché, le titulaire a recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. À défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

La commune se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du partenaire signataire de la convention peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

La commune pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Il est rappelé que le titulaire du marché doit se conformer aux articles 28 et suivants du Règlement général sur la protection des données.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

● **Protection des données à caractère personnel**

a. Respect de la loi Informatique et libertés

Le traitement des données à caractère personnel respecte les exigences de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (CNIL).

b. Respect du Règlement européen sur la protection des données

Le traitement de données à caractère personnel doit respecter le Règlement général sur la protection des données 2016/679 du 27 avril 2016.

c. Gestion des habilitations

Les solutions et produits doivent permettre une gestion des habilitations fines.

Ainsi les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité.

d. Gestion de l'archivage

Les solutions doivent permettre la mise en œuvre d'un archivage conformément à la réglementation.

Des mécanismes de traitement automatique garantissant que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées.

e. Gestion de la traçabilité et tentative d'accès frauduleux à l'applicatif

Les accès à l'application font l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et ceci pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites.

f. Localisation des données et transfert de données.

Les données à caractère personnel doivent être localisées :

- En France ou en territoire français d'outremer (Guadeloupe, Guyane française, Île de la Réunion, Mayotte, Polynésie Française, Terres Australes françaises)
- Dans un pays membre de l'UE
- En Europe (hors UE) : Andorre, Gibraltar, Guernesey, Ile de Man, Iles FEROE, Islande, Jersey, Liechtenstein, Norvège, Suisse
- Sur tout autre territoire dont le niveau de protection est considéré comme adéquat par la commission européenne.

Le titulaire et ses sous-traitants ne sont pas autorisés à transférer de données personnelles vers un pays dont le niveau de protection n'est pas reconnu comme adéquat par la CNIL. Ils ne peuvent pas non plus être soumis à une procédure ou réglementation qui pourrait les obliger, du fait de leur organisation ou du fait de leur nationalité, à transférer des données personnelles vers un pays dont le niveau de protection n'est pas considéré comme adéquat par la CNIL.

La liste actualisée des pays et niveau de protection de données est consultable sur le site de la CNIL (<https://www.cnil.fr/fr/transferer-des-donnees-hors-de-lue>) »

g. Transmission des données

Toute information à caractère personnel transmise dans un flux externe devra être sécurisée par cryptage ou par utilisation d'un protocole sécurisé (HTTPS, SSH, FTPS, ...).

Ceci inclus :

- Les flux de données, parties intégrantes de la solution, entre systèmes d'informations distincts
- La transmission d'informations à des tiers comme les exports de bases de données par d'autres canaux (plateformes d'échange, emails, ...)

Les clauses contractuelles types encadrant les transferts de données à caractère personnel entre responsables de traitement ou responsables de traitement et sous-traitants sont consultables sur le site de la CNIL (<https://www.cnil.fr/fr/les-clauses-contractuelles-types-de-la-commission-europeenne>)

h. Déclaration des traitements à la CNIL

Pour assurer la protection des données à caractère personnel, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les éventuelles déclarations et d'obtenir, le cas échéant, les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

• Confidentialité des documents de la commune

Les supports informatiques et documents fournis par la commune restent la propriété de la commune et les données qu'ils contiennent sont couvertes par le secret professionnel.

• Gestion et Notification des failles de sécurité

En cas de sous-traitance du traitement des données, une collaboration avec les prestataires est organisée par le Règlement. L'article 31 du Règlement général sur la protection des données prévoit que le sous-traitant devra notifier au responsable de traitement toute violation dont il a connaissance dans les meilleurs délais.

Dans ce contexte, le responsable de traitement devra s'enquérir auprès de ses prestataires des délais dans lesquels ils sont en capacité de lui notifier toute violation de sécurité.

La notification de l'autorité de contrôle (CNIL) par le responsable de traitement est prévue dans les 72h au plus tard après la prise de connaissance de la violation.

Le prestataire devra détailler l'ensemble des mesures de sécurité prises pour contenir la faille, et l'atténuer. Le prestataire donnera une évaluation des risques associés à la violation et le plan de prévention pour prévenir d'autres failles potentielles.

• Registre des traitements et désignation d'un Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son **délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du Règlement général sur la protection des données. **Le sous-traitant déclare tenir un registre** de toutes les catégories de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, les éventuels sous-traitants et le cas échéant, le nom du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable de traitement ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles y compris entre autres :
 - o La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
 - o Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement
 - o Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
 - o Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement **la documentation nécessaire** pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou tout autre auditeur qu'il aura mandaté, et contribuer à ces audits.

Le responsable de traitement s'engage à documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant, à veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement au respect des obligations sur la protection des données de la part du sous-traitant, **superviser le traitement y compris réaliser ou faire réaliser des audits et des inspections auprès du sous-traitant.**

■ Obligations de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivante :

- La protection des données à caractère personnel en termes de confidentialité (anonymisation, pseudonymisation)

et d'intégrité ;

- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident technique ou physique ;
- Les moyens permettant d'assurer la sécurité des données (chiffrement, etc.) ;
- La prise en compte de la sécurité et l'application des bonnes pratiques dans tout développement logiciel ;
- Les moyens permettant de garantir la disponibilité et la résilience des systèmes et des services de traitement ;
- La sécurisation des accès aux services (authentification forte, protocoles sécurisés, etc.) ;
- La sécurisation des flux d'informations entre le système et le S.I du Département des Alpes-Maritimes ou des S.I tiers ;
- Le maintien en condition de sécurité des systèmes et des logiciels (par application des mises à jour évolutives, correctives et de sécurité) ;
- La mise en place de procédures d'exploitation de sécurité des systèmes ;
- La collecte des journaux techniques et leur conservation selon les délais réglementaires ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par le Référentiel Général de Sécurité (RGS) et le Cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC).

ANNEXE - CHARTE RELATIVE AUX PRINCIPES DE LAÏCITÉ, DE NEUTRALITÉ ET D'ÉGALITÉ

1) Rappel des principes

Conformément au II de l'article 1^{er} de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, lorsqu'un contrat de la commande publique, au sens de l'article L.2 du Code de la commande publique, a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, le titulaire est tenu :

- d'assurer l'égalité des usagers devant le service public ;
- de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, le titulaire veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme ;
- traitent de façon égale toutes les personnes sans distinction liée à l'origine, aux croyances religieuses ou philosophiques, ou au genre.
- respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

2) Modalités de mise en œuvre des obligations liées au respect des principes de laïcité, de neutralité et de liberté

Le titulaire communique à la commune au plus tard dans le mois suivant la notification du marché, les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat et notamment ses sous-traitants actuels ou à venir respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

- S'agissant des sous-traitants déjà agréés, le titulaire s'engage à transmettre à la personne publique la preuve de la communication de ces obligations.
- S'agissant des sous-traitants pour lesquels il est fait une demande d'agrément, les contrats de sous-traitance comportant les clauses seront transmis à la personne publique.

3) Modalités de contrôle

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

L'acheteur informe le titulaire, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toutes autres personnes.

La commune se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services de l'acheteur en charge de l'exécution du contrat.

Ce suivi prend notamment la forme :

- Un rapport annuel remis au plus tard le 31 décembre établi par le titulaire et transmis à l'acheteur (notamment les indicateurs permettant de mesurer le degré de prise en compte des problématiques liées à la laïcité dans l'exécution du service public : actions préventives menées, nombre de manquements signalés, actions correctives à court terme, à long terme, bilan de ces actions, etc.);
- Un compte-rendu du titulaire en cas de manquement aux principes de laïcité et de neutralité.

4) Sanctions applicables en cas de manquement

En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, l'acheteur prononce à l'issue d'une procédure contradictoire :

- Une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 euros à l'encontre du titulaire en cas de manquement aux obligations contractuelles (défaut de mise en œuvre des actions préventives, absence de mise en œuvre d'une procédure de signalement des manquements, etc.). Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- Une pénalité forfaitaire de 100 euros à l'encontre du titulaire par jour d'absence d'action correctrice à la suite d'un manquement aux principes d'égalité, neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du contrat. Cette pénalité s'applique par jour à compter du constat de la carence du titulaire à mettre en œuvre les actions correctrices prévues au contrat ;

Ces pénalités peuvent être cumulées le cas échéant.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

En cas d'un manquement d'une particulière gravité, l'acheteur prononce la résiliation du contrat pour faute du titulaire, selon les modalités définies aux articles 38 à 45 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur notifie au préalable une mise en demeure au titulaire afin de l'informer de la sanction envisagée, et lui demande de présenter ses observations dans un délai qui ne saurait être inférieur à 8 jours calendaires à compter de la réception du courrier de mise en demeure.

Si cette mise en demeure s'avère infructueuse, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation pour faute du contrat.

La résiliation est prononcée aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG Fournitures courantes et services.

Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui seraient prononcées à la suite d'une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant la société titulaire ou l'un de ses préposés en lien avec des faits de discrimination tels que définis par les articles 225-1 et suivants du code pénal.

5) Référent laïcité

Le suivi de l'exécution des clauses relatives au respect des principes de laïcité et de neutralité est assuré par le référent « Laïcité » de la collectivité joignable à l'adresse mentionnée à l'article 3 de cette charte.

Les rapports et les documents relatifs à l'application des principes de laïcité et neutralité énumérés ci-dessus lui sont communiqués.

Le titulaire lui adresse toute question relative à l'application de ces principes.